



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

REF. MARCHE : 24 – 971 – 039

NETTOYAGE DES LOCAUX ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Le présent CCAP compte 19 pages numérotées de 1 à 19.

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3- PROCEDURE, FORME ET MONTANT	3
ARTICLE 4- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5- MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 6- DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 7- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 8- OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 9- RESPONSABILITE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 10- CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 11- MASSE SALARIALE ET REPRISE DU PERSONNEL.....	7
ARTICLE 12- CONTINUITE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 13- CONFIDENTIALITE ET SECURITE	8
ARTICLE 14- DROIT DE PROPRIETE	9
ARTICLE 15- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	9
ARTICLE 16- PRIX.....	10
ARTICLE 17- FACTURATION	12
ARTICLE 18- DISPOSITIF DE VIGILANCE	13
ARTICLE 19- SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 20- CLAUSE DE REEXAMEN	15
ARTICLE 21- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 22- PENALITES	17
ARTICLE 23- CONNAISSANCE DES LIEUX.....	17
ARTICLE 24- EXCECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
ARTICLE 25- ASSURANCE.....	18
ARTICLE 26- RESILIATION DU MARCHÉ.....	18
ARTICLE 27- REGLEMENT DES LITIGES.....	19
ARTICLE 28- DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	19

ARTICLE 1-PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut le marché avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur par intérim de la CGSS de Guadeloupe et de Saint-Martin.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de services a pour objet le nettoyage des sièges, locaux et vitreries des sites occupés par la CGSS ainsi que la fourniture de matériels d'hygiène et consommables.

Les détails et lieux d'exécution des prestations à réaliser sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 3-PROCEDURE, FORME ET MONTANT

3.1 PROCEDURE

Le marché est passé selon la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5, du code de la commande publique.

Ce marché est soumis à l'arrêté du 19 juin 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

3.2 FORME ET MONTANT

Il s'agit d'un marché "composite" comportant pour chacun des lots :

- une partie marché ordinaire pour les prestations régulières à prix forfaitaire ;
- une partie accord-cadre à bons de commande (article R2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique) pour les prestations complémentaires, conclue pour les montants suivants :

LOT	Montant HT pour la période initiale		Montant HT par période reconduction	
	minimum	maximum	minimum	maximum
1	00,00 €	50 000,00 €	00,00 €	50 000,00 €
2	00,00 €	50 000,00 €	00,00 €	50 000,00 €
3	00,00 €	60 000,00 €	00,00 €	60 000,00 €
4	00,00 €	15 000,00 €	00,00 €	15 000,00 €
5	00,00 €	3 000,00 €	00,00 €	3 000,00 €

ARTICLE 4-ALLOTISSEMENT

Le marché comprend 5 lots :

- Lot 1 : Accueil Lapwent, Boisripeaux, Baie-Mahault, Marie-Galante, Moule, Port-Louis, Maison de Quartier, Marie-Galante 2
- Lot 2 : J. LEGRIX, J. THORIN, Quatr'aires, Editique, Dugazon 2, Bossant, Saint-Ignace, Capesterre Belle Eau, Sainte-Rose, Centre d'Examens de Santé, Nolivos
- Lot 3 : A. FENGAROL et Gopal
- Lot 4 : Saint-Martin
- Lot 5 : Matériels d'hygiène et consommables.

ARTICLE 5-MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la passation de marchés sans publicité ni mise en concurrence, pour confier au titulaire la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que les marchés correspondants soient notifiés au plus tard dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 6-DUREE DU MARCHÉ

La durée d'exécution du présent marché est précisée à la rubrique B5 de l'acte d'engagement du lot correspondant.

ARTICLE 7-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) (1 par lot) et ses annexes (Bordereaux des prix forfaitaires et unitaires) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes (masse salariale des personnels à reprendre pour chacun des lots), dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la CGSS font seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique renseigné pour le lot concerné
- le mémoire technique du titulaire (MT) pour le lot concerné;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

ARTICLE 8-OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, de manière à garantir l'exécution des prestations décrites dans le CCTP dans le respect des prescriptions du présent CCAP. A ce titre il s'engage :

- à prendre toutes les dispositions nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché ;
- à effectuer les prestations avec des personnels qualifiés et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal ;
- à assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la protection, la discipline et l'administration de son personnel dans la stricte application des règlements de la législation du travail ;
- à assurer la permanence de ses prestations et à en contrôler régulièrement le bon déroulement, de telle façon que la mission qui lui incombe soit parfaitement remplie ;
- à remplacer immédiatement le personnel absent ;
- à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité et respecter les consignes établies conjointement avec la CGSS ;
- à prévenir au plus tôt le représentant de la CGSS de tout événement et/ou fait de nature à compromettre la bonne exécution des prestations dont il a la responsabilité ;
- à faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des usagers ;
- à restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché ;

8.2 OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation vis-à-vis de la CGSS, ainsi qu'à une obligation de mise en garde, notamment d'alerte de dysfonctionnement, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée du marché.

Il doit signaler les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens.

8.3 OBLIGATION DE BONNE CONDUITE DU PERSONNEL INTERVENANT DANS LES LOCAUX

Le Titulaire est tenu de respecter les règles de bonne conduite conformes aux prestations attendues. Le personnel du titulaire s'interdit notamment :

- de fumer dans les locaux ;
- de faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- d'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- d'utiliser du matériel propriété de la CGSS à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- de porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de la CGSS. À ce titre, le personnel du titulaire s'interdit :
 - de brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de la CGSS (chargeur de smartphone, etc.) ;
 - de se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de la CGSS (en filaire, en Wifi, etc.).

8.4 OBLIGATION DE GESTION DES BADGES D'ACCES AUX LOCAUX

Les badges permettant l'accès aux locaux de la CGSS sont remis au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'exécution des prestations dans les locaux de la CGSS ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et la CGSS ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre lesdits badges et l'adresse des locaux de la CGSS ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CGSS en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges la CGSS en fin de marché.

8.5 OBLIGATION DE GESTION DE L'ALARME ANTI INTRUSION

Les locaux de la CGSS sont équipés d'un système de détection d'intrusion physique. Un code confidentiel permettant la mise sous et hors surveillance du système ainsi qu'un mode opératoire décrivant ces opérations sont remis au titulaire.

Le titulaire et son personnel s'engagent :

- à assurer la confidentialité du code fourni (*) ;
- à utiliser le code fourni uniquement dans le cadre de l'exécution des prestations, et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et la CGSS ;
- à mettre hors surveillance le système d'anti intrusion au démarrage de chaque intervention et dans le délai imparti évitant ainsi le déclenchement de l'alarme anti intrusion ;
- à mettre sous surveillance le système d'anti intrusion à l'issue de chaque intervention ;
- à signaler à la CGSS toute alerte remontée par le système lors de sa mise sous surveillance ou lors de sa mise hors surveillance ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CGSS en cas de risque de divulgation dudit code ;

- à signaler à la CGSS le départ d'un collaborateur du titulaire ayant eu connaissance du dit code.

(*) Règle de bonnes pratiques pour le stockage du code :

Le code de mise/hors surveillance du système, s'il est stocké sur un support, quelle que soit la nature de ce support (papier, numérique, etc.), ne doit pas être distinguable et ne pas pouvoir être rattaché de quelque façon que ce soit au BENEFICIAIRE. Par exemple, ce code pourra être utilement noyé dans un ensemble de chiffres de façon à ce que seul l'utilisateur du code se souvienne de la position du code au sein du dit ensemble.

ARTICLE 9-RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire engage sa responsabilité en cas de mauvaise exécution de ses obligations et doit répondre du préjudice subi par la CGSS.

Il est seul responsable à l'égard de la CGSS et des tiers, pour l'ensemble des prestations couvertes par le marché jusqu'à l'expiration de celui-ci, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence ou volontairement, de tout manquement ou de toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'exécution du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans les cas de force majeure.

ARTICLE 10-CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

10.1 ORGANISATION DU TRAVAIL

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est responsable de l'organisation du travail et de la répartition quotidienne des effectifs. Il met à disposition les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations et à l'obtention du niveau de qualité attendu.

L'organisation et les effectifs à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation doivent être validés par la CGSS.

10.2 LIENS JURIDIQUES

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

10.3 RESPONSABILITE PENALE ET CIVILE

Le titulaire demeure responsable des interventions de ses agents sur le plan civil et sur le plan pénal. En cas de légitime défense ou de menaces caractérisées, les agents du titulaire restent tenus à la stricte application de l'article 73 du code de procédure pénale. Ils ne sont et ne peuvent être mandatés pour porter atteinte à l'intégrité des personnes et des biens.

Le titulaire est responsable, des vols et détériorations des biens dus à une malveillance ou une négligence de son personnel.

10.4 DEMANDE DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL

La CGSS peut exiger du titulaire, le remplacement du personnel qui n'aurait pas les capacités techniques, les qualifications ou le comportement exigés pour la bonne exécution des prestations.

Le titulaire fait son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement.

10.5 LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le titulaire doit fournir à la CGSS, dans un délai de 7 jours calendaires suivant la date de notification du marché, la liste nominative et qualitative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux. Cette liste est impérativement tenue à jour et transmise au représentant de la CGSS.

Le titulaire doit justifier en permanence d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions du CCTP.

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés par site, au vu de l'exécution des prestations du présent marché, doivent être préalablement agréés.

Ils sont les seuls autorisés à intervenir sur le site auquel ils sont affectés.

10.6 ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS

Le personnel du titulaire est tenu d'observer les consignes et les règles appliquées au personnel de La CGSS. Le non-respect par son personnel de ces dispositions est de nature à engager la responsabilité civile et contractuelle du titulaire. Le titulaire doit doter son personnel d'un vêtement de travail.

10.7 CLES/BADGES D'ACCES AUX LOCAUX

La CGSS dote le titulaire de clés/badges, en quantité suffisante, permettant l'accès aux sites et locaux. En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt l'organisme des exemplaires manquants, ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation qui lui est adressée.

10.8 COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du titulaire est soumis à une obligation de réserve, tant à l'égard du personnel de la CGSS que des prestataires et des visiteurs.

Le titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. De ce fait, il s'engage à respecter et à faire respecter les interdictions suivantes qui lui sont faites :

- diffuser à des tiers toute information dont lui-même et ses préposés peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché,
- provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail,
- manquer de respect au personnel,
- sortir des établissements des objets ou des documents dont la CGSS est propriétaire,
- procéder à des vols ou à des détériorations,
- introduire et/ou consommer dans les locaux de la drogue ou des boissons alcoolisées,
- sortir des locaux des objets qui leur sont confiés pour l'exercice de leur fonction,

Cette liste n'étant pas limitative.

L'utilisation du téléphone portable personnel est limitée aux situations d'urgence ou relatives à l'organisation du travail.

10.9 MATERIELS ET PRODUITS

Le matériel et les produits de nettoyage sont fournis par le titulaire qui en a la responsabilité.

Les produits utilisés devront être conformes aux normes de sécurité et d'hygiène, adaptés aux différents revêtements et être de qualité suffisante pour prévenir tout risque de dégradation ou détérioration des locaux, du mobilier, etc. de la CGSS.

Tout dommage causé aux installations et équipements, sera mis à la charge du titulaire.

10.10 MATERIELS ET PRODUITS

Le matériel et les produits de nettoyage sont rangés dans les locaux mis à la disposition du prestataire par la CGSS à cet effet. Ces locaux ne peuvent être utilisés que pour l'exécution du marché. La CGSS se réserve le droit d'accès à ces locaux.

ARTICLE 11-MASSE SALARIALE ET REPRISE DU PERSONNEL

11.1 REPRISE DU PERSONNEL

Conformément à l'accord du 29 mars 1990 intégré à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent.

Le titulaire s'engage à garantir l'emploi de 100% du personnel affecté au marché faisant l'objet de la reprise qui remplit les conditions énoncées à l'article 7.2 de la convention collective précitée.

L'annexe 1 au présent CCAP précise la masse salariale des personnels à reprendre.

Ces informations ont été transmises par le titulaire sortant. En cas d'erreur, la responsabilité de la CGSS ne serait pas engagée.

11.2 INFORMATIONS DE LA MASSE SALARIALE A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats fixé à l'article L3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur est tenu d'indiquer les éléments de la masse salariale au dossier de consultation (DCE). Par conséquent, 8 mois avant l'échéance du marché et à la demande de la CGSS, le titulaire sortant doit transmettre ces éléments. Ce dernier dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande de la CGSS pour transmettre lesdits éléments. Passé ce délai, une pénalité de 200 € par jour est appliquée. Elle est prélevée sur les factures en cours.

ARTICLE 12-CONTINUITE DES PRESTATIONS

12.1 DEFAILLANCE DU TITULAIRE/ GREVE DE SON PERSONNEL

En cas de défaillance du titulaire et notamment d'arrêt de travail de ses salariés pour fait de grève, celui-ci reste tenu d'exécuter la prestation. La CGSS peut ainsi faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Le Titulaire du marché n'est pas admis à prendre part à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial qui sont nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Organisme.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.2 INTERRUPTION DES PRESTATIONS POUR CAS DE FORCE MAJEURE

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure empêchant le titulaire d'exécuter une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, la CGSS peut recourir aux services d'une autre société qui est chargée d'exécuter les prestations pendant la durée d'empêchement du titulaire.

ARTICLE 13-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

13.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que sont considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,

- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

13.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

13.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent marché le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

13.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties est déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

13.5 DUREE DES OBLIGATIONS

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 14-DROIT DE PROPRIETE

Le titulaire concède à la CGSS un droit exclusif d'utilisation des documents produits dans le cadre des prestations réalisées au titre du présent marché, avec le droit de les reproduire, de les adapter, de les modifier et d'y apporter des corrections soit directement, soit indirectement, quel qu'en soit le support connu au moment de la signature du présent marché.

Cette cession est valable pour l'ensemble du territoire français, départements et territoires d'outremer compris.

Le prix de la cession est contenu dans le prix des prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire reste propriétaire des droits attachés aux méthodes et outils qu'il est amené à mettre en œuvre dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 15-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

15.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Les produits et matériels utilisés se doivent d'être conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire prend des mesures pour limiter autant que possible, les émissions de CO2.

15.2 CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 16-PRIX

16.1 CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix indiqués dans les annexes financières de l'Acte d'Engagement du lot concerné.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, y compris les taxes spécifiques aux dépenses de la Guadeloupe telles que l'octroi de mer, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les aléas qui donneraient naissance à un arrêt provisoire des prestations ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité du titulaire.

16.2 FORME DES PRIX :

Les prix des prestations régulières (article 3 du CCTP) sont forfaitaires.

Les prix des prestations complémentaires (article 5 du CCTP) sont unitaires à bons de commande.

16.3 ACTUALISATION DES PRIX

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent marché.

16.4 REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes durant les 12 premiers mois à compter de la date de notification du marché. Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. En cas de reconduction, ils sont révisibles tous les 12 mois à compter de la date anniversaire du marché selon les formules suivantes :

Lots 1 à 4

$$P = PO \times [0,15 + 0,85 \times (In/ IO)]$$

Dans laquelle :

P Prix = révisé hors TVA ;

Po = Prix d'origine hors TVA figurant dans l'annexe financier de l'acte d'engagement ;

IO = Indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Base 2021, publié par l'INSEE, en vigueur au mois d'établissement de l'offre ;

In = Indice trimestrielle des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Base 2021, dernier indice connu et publié par l'INSEE à la date de la révision.

Les valeurs de l'indice sont à relever au Bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010766785.

Lot 5

$$P = PO \times [0,15 + 0,85 \times (In/ I0)]$$

Dans laquelle :

P Prix = révisé hors TVA ;

Po = Prix d'origine hors TVA figurant dans l'annexe financier de l'acte d'engagement ;

I0 = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.6.1.1 - Produits de nettoyage et d'entretien, publié par l'INSEE, en vigueur au mois d'établissement de l'offre ;

In = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.6.1.1 - Produits de nettoyage et d'entretien, publié par l'INSEE à la date de la révision.

Les valeurs de l'indice sont à relever au Bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001763614.

L'indice figurant au dénominateur représente la valeur initiale connue à la date d'établissement du prix de l'offre du titulaire, (mois M de remise de l'offre).

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M des années N+1.

En cas de changement par l'INSEE ou par un organisme habilité de la dénomination de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE ou par un organisme habilité d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 21 jours ouvrés pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai, les parties devront trouver un accord par avenant.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur par courrier en recommandé avec accusé de réception, le détail du prix révisé au moyen de la formule de révision des prix susvisée.

Le silence de la CGSS dans un délai de 21 jours ouvrés à compter de la réception du courrier vaut acceptation du prix révisé.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués au dix millième près, puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

Il est entendu que la révision des prix ne s'applique pas aux bons de commande émis avant la date de révision.

16.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5% par rapport à ceux précédemment pratiqués, la CGSS se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans indemnité.

ARTICLE 17-FACTURATION

17.1 ETABLISSEMENT DES FACTURES

Les prestations régulières (article 3 du CCTP) sont payables mensuellement à terme échu, sur la base des prestations exécutées. La facturation intervient après l'admission par la CGSS des prestations réalisées.

S'agissant des prestations complémentaires à bons de commande (article 5 du CCTP), le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à des prestations commandées dont l'exécution est constatée et admise par la CGSS.

17.2 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, est refusée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CGSS de la Guadeloupe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CGSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée. Ainsi, le titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CGSS de la Guadeloupe en tant que destinataire de la facture : **314 572 025 00307**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **Service Achats Marchés – code : 3621**
- Le numéro d'engagement correspond au **numéro du marché** tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique n'est pas possible, le titulaire doit transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci doivent être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CGSS de la Guadeloupe- Service Achats Marchés
CS 38104

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :

Les factures doivent comporter *a minima*, en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- lorsqu'il y a lieu le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, le site (bâtiment), la date ou période concernée ;
- le prix forfaitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix unitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

17.3 MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CGSS se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Le Directeur Comptable et financier par intérim de la CGSS règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CGSS des livrables et prestations dans les conditions prévues aux articles 10,11, 12 et 13 du présent CCAP.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CGSS en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les retenues dont le titulaire est redevable au titre des pénalités prévues au présent marché sont déduites du montant de la facture ou font l'objet d'un ordre de reversement.

ARTICLE 18-DISPOSITIF DE VIGILANCE

La situation du titulaire est appréciée au dernier jour du mois précédent la transmission de pièces.

Le dispositif de vigilance est mis en œuvre via l'appliquetif **e-Attestations**.

Au plus tard à la notification du marché, le titulaire communique une adresse électronique qui est inscrite à l'appliquetif.

Par la suite, il recevra un lien par le biais duquel il doit s'inscrire sur l'appliquetif afin de mettre en ligne les documents demandés. Il doit s'assurer que les documents mis en ligne sont à jour.

En cas d'impossibilité matérielle de s'inscrire sur la plateforme, il en informe l'Unité Contrats et Marchés Publics et transmet ses attestations au courriel du service : service.marches@cgss-guadeloupe.fr

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et pendant toute la durée de celui-ci les pièces suivantes :

1) Conformément aux dispositions de l'article R2143-8 du code de la commande publique et de l'article D 8222-5-1° du Code du travail :

a) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la Sécurité Sociale, datant de moins de 6 mois.

b) les copies des attestations et certificats fiscaux prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales.

c) une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail).

2) Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis), OU

b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, OU

c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, OU

d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire s'expose à des pénalités s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, relatives à la dissimulation d'activité ou la dissimulation d'emploi salarié. Le montant des pénalités peut atteindre 10 % du montant maximum du marché.

En cas d'information de la situation irrégulière, le titulaire doit faire cesser cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure, doit apporter à la CGSS la preuve qu'elle a mis fin à cette situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées, la CGSS peut appliquer des pénalités et le cas échéant résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19-SOUS-TRAITANCE

Pour des motifs de confidentialité et de sécurité, la sous-traitance de l'exécution des prestations de toute nature nécessitant de pénétrer ou de détenir des moyens d'accès des locaux (clé, passe, etc..) de la CGSS de Guadeloupe et Saint-Martin n'est pas autorisée.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur (PA) à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

ARTICLE 20-CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il est fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il est fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

20.1 TRANSFERT DE LA PRESTATION

En cas de transfert d'une partie de la prestation vers un autre site, le cas échéant, le forfait de rémunération est ajusté à la hausse ou à la baisse. La CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un nouveau bordereau des prix pour le(s) site(s) concerné(s).

Cette évolution fera l'objet d'un avenant. Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due au titulaire.

20.2 AJOUT DE SITE

La CGSS peut être amenée à ajouter de nouveau(x) site(s) temporairement ou définitivement au marché.

Dans ce cas, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un bordereau des prix correspondant aux installations présentes au(x) site(s) intégré(s). Cette évolution est formalisée par voie d'avenant.

20.3 FERMETURE DE SITE

En cas de fermeture temporaire ou définitive de tout ou partie d'un site, la CGSS informe le titulaire de la suspension ou de la suppression des prestations sans contrepartie du forfait de rémunération correspondant aux installations concernées. Un avenant au marché est établi.

Le titulaire ne peut prétendre à aucun type de compensation sur cette base.

20.4 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS

La CGSS se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans le marché.

Les modifications concernées peuvent être :

- fréquence de passage ;
- modification de prestations spécifiques ;
- modification de la surface.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications, sur site existant, des surfaces de sol ou de vitrerie à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 15 % de la surface de l'étage sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

20.5 AJOUT DE PRESTATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment en cas d'extension d'un bâtiment et récupération de zones initialement inoccupées.

Pour les ajouts, la CGSS se réserve la possibilité de passer un avenant formalisant cette évolution à la hausse ou un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires (conformément à l'article 6 du présent CCAP).

En cas d'avenant, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un bordereau des prix correspondant aux prestations intégrées.

Aucune indemnité n'est due au titulaire.

20.6 SUPPRESSION DE PRESTATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de supprimer temporairement ou définitivement des prestations notamment dans les cas suivants :

- fermeture d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) par suite de travaux,
- déménagement d'une partie d'un site,
- inoccupation de locaux.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

La CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un nouveau bordereau des prix pour le(s) site(s) concerné(s).

Cette évolution fera l'objet d'un avenant. Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due au titulaire.

ARTICLE 21-CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

21.1 CHANGEMENT SANS CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié à la CGSS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de fournir un K-BIS

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

21.2 CHANGEMENT ENTRAINANT UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire sont cédées à une autre société à la suite d'une fusion, cession, absorption, restructuration, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire..., le transfert du marché à cette autre entité est possible dans les mêmes conditions d'engagements.

Le nouveau titulaire apporte la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale. Il s'assure, en outre, de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Ce changement se formalise par la conclusion d'un avenant de transfert. Celui-ci doit comporter la signature du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

La CGSS se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 22-PENALITES

L'exécution des prestations étant assortie d'une obligation de résultat, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité pour quelque motif que ce soit. Les pénalités dont le titulaire peut être redevable sans mise en demeure préalable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

Manquements	Montant forfaitaires TTC
Prestations de nettoyage non exécutées (lots 1 à 4)	300 € par jour ouvré de retard
Prestations de nettoyage exécutées partiellement (lots 1 à 4)	200 € par jour ouvré de retard
Rupture d'approvisionnement de consommables sanitaires (lots 1 à 4)	100 € par jour ouvré de retard et par consommable non livré sur site
Rupture d'approvisionnement de produits de nettoyage (lots 1 à 4)	100 € par jour ouvré de retard et par produit non livré sur site
Non production des éléments de la masse salariale dans les délais (Cf. Article 11.2 du présent CCAP) (lots 1 à 4)	200 € par jour de retard
Retard de réapprovisionnement/d'entretien des matériels d'hygiène sur la base de la fréquence minimale indiquée à l'article 15.9 du présent CCTP (lot 5)	100 € par jour ouvré de retard et par matériel d'hygiène
Non production des documents requis dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé (Cf. ARTICLE 18- du présent CCAP)	200 € par jour de retard
Non production des attestations d'assurance dans les délais requis (Cf. ARTICLE 25- du présent CCAP)	100 € par jour de retard
Tout autre manquement au CCAP et/ou CCTP	50 € par manquement et jour de retard

Un état des pénalités est adressé trimestriellement par la CGSS au titulaire du marché.

Aucune pénalité n'est appliquée si l'inexécution est due à un cas de force majeure à charge pour le titulaire de mettre la CGSS en mesure de la constater en temps utile.

ARTICLE 23-CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et des installations lors de la visite obligatoire des sites effectuée avant la remise de son offre.

Aucune réclamation concernant l'étendue des prestations à réaliser n'est acceptée par la CGSS après notification et pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 24-EXCECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 25-ASSURANCE

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou la CGSS à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il peut causer à la CGSS, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses employés.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS, il doit justifier avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de ses responsabilités garanties.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

À défaut de production de l'attestation d'assurance, le marché pourra être résilié, conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée du marché. Le montant des garanties souscrites doit être suffisant et adapté à la prestation objet du présent marché et à ses conséquences dommageables.

ARTICLE 26-RESILIATION DU MARCHE

La résiliation peut être prononcée conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié en cas de modification substantielle des conditions du marché par le titulaire.

En outre, la CGSS peut aussi prendre la décision de résilier le marché aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse :

- s'il refuse l'application des pénalités visées à l'ARTICLE 22- du présent CCAP

- en cas de mauvaises exécutions ou d'inexécution répétée des prestations

Enfin, dans l'éventualité de la résiliation ou du non-renouvellement des autorisations d'exercice d'activités de surveillance et de gardiennage du titulaire (l'agrément du dirigeant/gérant de l'entreprise de sécurité privée et l'autorisation d'exercer de l'entreprise de sécurité privée), la CGSS peut résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

ARTICLE 27-REGLEMENT DES LITIGES

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage.

En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

27.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

27.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Gal de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

ARTICLE 28-DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'ARTICLE 22- du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'ARTICLE 25- du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.